

PROCES VERBAL de DEPOT des ACTES de SOCIETES

Greffé du Tribunal de commerce de Bar Le Duc
1 Rue François de Guise - 55000 - Bar Le Duc
Téléphone : 0329790939

Numéro du DEPOT : 97.0743
Date du DEPOT : 25 Novembre 1997

Ce dépôt concerne la société :

HOLDING NOTRE DAME (SOCIETE CIVILE)
6 RUE NOTRE DAME
55000 - BAR LE DUC

Forme juridique : Société Civile
R.C.S. : Bar Le Duc D 338143670
N° de gestion : 86 D 040

Nous Greffier du Tribunal de Commerce de Bar Le Duc avons déposé à la date ci-dessus, au rang de nos minutes

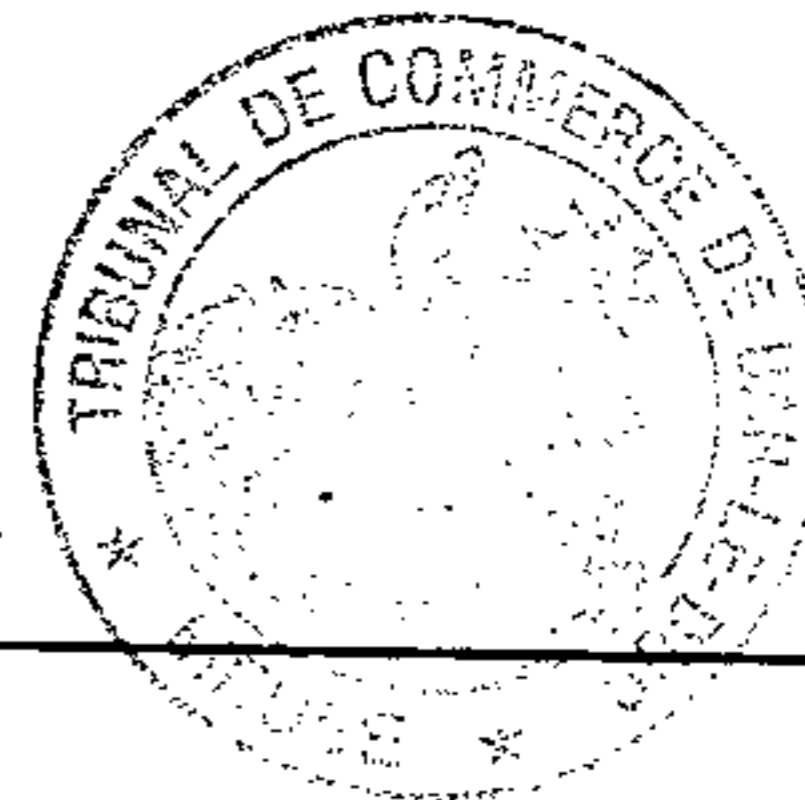
Acte(s) déposé(s) :

P.V. d'assemblée du 1 Novembre 1997
P.V. du conseil d'administration du 1 Novembre 1997

Objet du dépôt :

Changement de dénomination
Changement de Forme -

à Bar Le Duc le 11 Décembre 1997
Le Greffier



Déposant :

FIDAL

523 AV A. MALRAUX - BP 01
54602 - VILLERS LES NANCY CEDEX

Référence :

Coût insertion Bodac :	
Emoluments :	39,00
I.N.P.I. :	38,00
Frais de poste :	0,00
Total H.T. :	39,00
T.V.A. :	8,03
Total T.T.C. :	85,03

Facture acquittée

SOCIETE CIVILE HOLDING NOTRE DAME

Société Civile au capital de 883.200 Frs

Siège : BAR LE DUC (Meuse)

6, rue Notre Dame

R.C.S. BAR LE DUC D 338.148.670

~ * ~

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

DU 1er NOVEMBRE 1997

~ * ~

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS

~ * ~

.....

QUATRIEME RESOLUTION

Après avoir entendu la lecture du rapport du commissaire à la transformation sur la valeur des biens composant l'actif social et sur les éventuels avantages particuliers, l'assemblée générale approuve expressément les évaluations fixées dans ce rapport et constate qu'aucun avantage particulier n'a été consenti.

Elle constate après le commissaire que le montant des capitaux propres est au moins égal au capital social.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

Sur proposition de la gérance, et, connaissance prise de l'appréciation du commissaire à la transformation sur la situation de la société, l'assemblée générale constate que les conditions requises par la loi sur les sociétés commerciales pour la transformation inscrite à l'ordre du jour sont réunies, en raison notamment de l'adoption de la quatrième résolution.

Elle décide la transformation de la société en société anonyme.

Cette décision emporte échange de chaque part sociale contre une action de même montant nominal.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Le président soumet alors aux associés le projet des nouveaux statuts, article par article, et met aux voix successivement chacun de ces articles.

ANNULÉ

Chaque article des nouveaux statuts est adopté à l'unanimité.

Puis le président met aux voix la résolution suivante :

SIXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale adopte l'ensemble du texte des nouveaux statuts, dont un original de ces statuts, certifié par le gérant, demeurera déposé au siège social.

L'assemblée générale constate que les modifications statutaires, objet des trois premières résolutions, ont été intégrées dans le texte des nouveaux statuts.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SEPTIEME RESOLUTION

La transformation sera opposable aux tiers dès l'inscription au registre du commerce et des sociétés des modifications qui en résultent. Toutefois, elle produit immédiatement effet dans les rapports entre les actionnaires et entre ceux-ci et les organes d'administration de la société.

Elle met fin aux fonctions du gérant.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Le gérant de la société, sous son ancienne forme, a déclaré n'avoir aucune réserve à présenter sur la cessation de ses fonctions qu'il a acceptée comme conséquence de la transformation décidée.

.....

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



VISÉ POUR TIMBRE ET ENREGISTRÉ
A BAR-LE-DUC (R.D.)

Le 13 NOV 1997

Bord. n° 474/8 Vol 508

Reçu : six cent cinquante

six francs -

Enregistrement = Droit fixe 500F

Timbre = 17F x 2 x 4 = 136F

636F

PAR DUPLICATA


J.P. TRUCHE
Fondé de Pouvoir

SOCIETE CIVILE HOLDING NOTRE DAME

Société Civile au capital de 883.200 Frs

Siège : BAR LE DUC (Meuse)

6, rue Notre Dame

R.C.S. BAR LE DUC D 338.148.670

~ * ~

**ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 1er NOVEMBRE 1997**

~ * ~

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS

~ * ~

.....

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale, sur la proposition de la gérance, décide de modifier la dénomination de la société à compter de ce jour et d'adopter la dénomination sociale suivante : "**MILER PARTICIPATIONS**".

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, sur la proposition de la gérance, décide de transférer le siège social à compter de ce jour de BAR LE DUC (Meuse) 6, rue Notre Dame à SAVONNIERES DEVANT BAR (Meuse) Zone Commerciale de Salvanges.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, sur la proposition de la gérance, décide :

- de réduire de deux mois la durée de l'exercice social en cours dont la date de clôture est ainsi fixée au 30 Octobre 1997,
- de fixer la date de clôture de l'exercice social ultérieur au 31 Mars 1998, lequel exercice aura en conséquence une durée exceptionnelle de 5 mois,
- de fixer les dates respectives d'ouverture et de clôture des exercices sociaux ultérieurs au 1er Avril et au 31 Mars.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

.....

HUITIEME RESOLUTION

L'assemblée générale nomme comme administrateurs de la société, pour une durée de six années :

- * Monsieur Bernard MILER
- * Monsieur François MILER
- * Mademoiselle Anne MILER
- * Monsieur Paul MILER.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Chacun des administrateurs a accepté les fonctions qui viennent de lui être conférées.

NEUVIEME RESOLUTION

L'assemblée générale nomme, pour six exercices :

- en qualité de commissaire aux comptes titulaire : Monsieur Claude FELIX
- en qualité de commissaire aux comptes suppléant : Monsieur Daniel FELIX qui exercera, le cas échéant, ses fonctions pour le temps restant à courir du mandat confié au titulaire ou pendant le temps où celui-ci sera temporairement empêché.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Chacun des commissaires a déclaré accepter le mandat qui lui a été ainsi conféré.

.....

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



MILER PARTICIPATIONS
S.A. au capital de 883.200 Frs
Siège : SAVONNIERES DEVANT BAR (Meuse)
Zone Commerciale de Salvanges

~ * ~

CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU 1er NOVEMBRE 1997

~ * ~

EXTRAIT DU
PROCES-VERBAL DE LA REUNION

~ * ~

.....

DECISION UNIQUE

1. NOMINATION D'UN PRÉSIDENT

Le conseil nomme en qualité de président du conseil d'administration, Monsieur Bernard MILER pour la durée de son mandat d'administrateur.

2. POUVOIRS

Monsieur Bernard MILER assumera sous sa responsabilité la direction générale de la société qu'il représentera dans ses rapports avec les tiers.

Sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires ainsi que ceux qu'elle réserve de façon spéciale au conseil d'administration, le président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société dans les conditions et limites fixées par l'article 113 de la loi sur les sociétés commerciales.

Dans les rapports entre le président et le conseil d'administration, il n'est apporté à titre de mesure d'ordre interne aucune restriction aux pouvoirs ainsi reconnus.

.....

Cette décision est adoptée à l'unanimité.

Monsieur Bernard MILER a déclaré accepter le mandat qui vient de lui être conféré après avoir déclaré satisfait à toutes les conditions requises pour en assurer l'exercice.

.....

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

A handwritten signature in black ink, appearing to read "B. Miler", is written over a horizontal line.

CLAUDE FÉLIX

EXPERT-COMPTABLE DIPLÔMÉ
INSCRIT AU TARIFF AU DE LA RÉGION DE NANCY

COMMISSAIRE AUX COMPTES
MEMBRE DE LA COMPAGNIE RÉGIONALE DE NANCY

29, Boulevard de la Hochette
55000 BAR LE DUC

TÉL. 28 74 04 42
FAX 28 76 37 17

S.C.H. NOTRE DAME

Société Civile Holding

Capital : 883 200 F

Siège social : 6, rue Notre Dame

55000 BAR LE DUC

RCS BAR LE DUC D 338 148 670

RAPPORT DU COMMISSAIRE A LA TRANSFORMATION
SUR LA TRANSFORMATION EN SOCIETE ANONYME

En exécution de la mission de commissaire à la transformation qui m'a été confiée, en application de l'article 72-1 de la loi du 24 juillet 1966, par Monsieur le Président du Tribunal de commerce de BAR LE DUC, en date du 22 octobre 1997, je vous présente mon rapport sur la transformation de votre société en société anonyme.

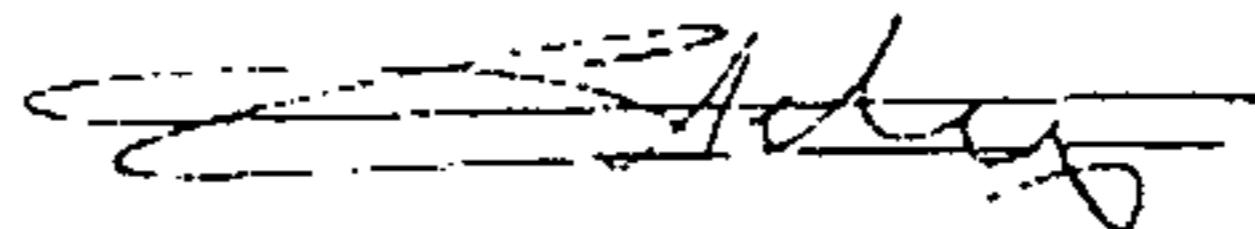
Mes contrôles afin d'apprécier la valeur des biens composant l'actif social ont porté sur les comptes annuels, arrêtés au 31 décembre 1996, dont le bilan est joint au présent rapport.

J'ai effectué mes diligences dans le cadre d'un examen limité, complété de contrôles particuliers, conformément aux normes de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la valeur des biens composant l'actif social.

Le montant des capitaux propres est au moins égal au montant du capital social.

BAR LE DUC, le 23 octobre 1997



Claude FELIX

"MILER PARTICIPATIONS"

Société Anonyme au capital de 883.200 Francs

Siège social : SAVONNIERES DEVANT BAR (Meuse)

Zone Commerciale de Salvanges

STATUTS

ARTICLE 1er - FORME

Il existe, entre les propriétaires des actions ci-après dénombrées, une société anonyme française régie par les dispositions légales et réglementaires concernant cette forme de société et par les présents statuts.

La société a été constituée sous la forme d'une société civile suivant acte notarié reçu par Maître COLLOT, notaire à BAR LE DUC (Meuse), le 2 Juin 1986.

Elle a été transformée en société anonyme suivant délibérations de l'assemblée générale des associés en date du 1er Novembre 1997.

ARTICLE 2 - DENOMINATION

La société est dénommée :

"MILER PARTICIPATIONS".

ARTICLE 3 - OBJET

La société a pour objet :

- la prise de participations dans toutes sociétés et entreprises, françaises ou étrangères, civiles ou commerciales par tous moyens, en pleine propriété, en nue-propriété ou usufruit,
- la gestion de ces participations et la perception de tous revenus y attachés,
- la prestation de tous services à des sociétés filiales ou apparentées,
- plus généralement, toutes opérations susceptibles de contribuer à la réalisation de cet objet.

ARTICLE 4 - SIEGE

Le siège de la société est fixé à SAVONNIERES DEVANT BAR (Meuse) - Zone Commerciale de Salvanges.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la société est de 99 années, à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 6 - FORMATION DU CAPITAL

Les apports faits à la constitution de la société et formant le capital d'origine ont été, à concurrence de 100.000 Francs, des apports de numéraire et, à concurrence de 783.200 Francs, des apports en nature.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à 883.200 Francs.

Il est divisé en 8.832 actions d'une seule catégorie de 100 Francs chacune.

ARTICLE 8 - AVANTAGES PARTICULIERS

Les présents statuts ne stipulent aucun avantage particulier au profit de personnes associées ou non.

ARTICLE 9 - FORME DES ACTIONS

Toutes les actions sont nominatives.

ARTICLE 10 - AUGMENTATION ET REDUCTION DU CAPITAL - NEGOCIATION DES ROMPUS

Les augmentations du capital sont réalisées nonobstant l'existence de "rompus".

En cas de réduction du capital par réduction du nombre des titres, d'échange de titres consécutifs à une opération de fusion ou de scission, de regroupement ou de division, les actionnaires sont tenus de céder ou d'acheter les titres qu'ils ont en trop ou en moins, pour permettre l'échange des actions anciennes contre les actions nouvelles.

ARTICLE 11 - TRANSMISSION DES ACTIONS

La transmission des actions ne peut s'opérer, à l'égard des tiers et de la société, que par virement de compte à compte dans les livres de la société. Seules les actions libérées des versements exigibles peuvent être admises à cette formalité.

En cas de succession ou de liquidation de communauté de biens entre époux les mutations d'actions s'effectuent librement. La transmission d'actions, à quelque titre et sous quelque forme que ce soit, est également libre entre actionnaires ou au profit du conjoint, d'un ascendant ou d'un descendant de l'actionnaire titulaire des actions à transmettre. Toutes autres transmissions, volontaires ou forcées, à quelque titre et sous quelque forme que ce soit, alors même qu'elles ne porteraient que sur la nue-propriété ou l'usufruit, doivent, pour devenir définitives, être autorisées par le conseil d'administration. Sont notamment soumises à cette autorisation, les transmissions consenties par voie de fusion, de scission ou de dissolution après réunion en une seule main de toutes les parts d'une personne morale actionnaire, à moins qu'elles n'en soient dispensées parce que bénéficiant à des personnes actionnaires.

La demande d'agrément, qui doit être notifiée à la société, indique d'une manière complète l'identité du cessionnaire, le nombre des actions dont la cession est envisagée et le prix offert s'il s'agit d'une cession à titre onéreux. Le conseil doit notifier son agrément ou son refus avant l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la demande. Le défaut de réponse dans ce délai équivaut à une notification d'agrément. Le conseil n'est jamais tenu de faire connaître les motifs de son agrément ou de son refus. Si l'agrément est donné, la cession est régularisée dans les conditions prévues et sur les justifications requises par les dispositions en vigueur. Si l'agrément est refusé, le conseil d'administration est tenu, dans le délai de trois mois à compter de la notification du refus d'agrément, de faire acquérir les actions par une ou plusieurs personnes, actionnaires ou non, choisies par lui. Il doit notifier au cédant le nom des personnes désignées par lui, l'accord de ces dernières et le prix proposé. L'achat n'est réalisé, avant expiration du délai ci-dessus, que s'il y a accord sur le prix.

A défaut d'accord constaté par échange de lettres ou par tout autre moyen dans les quinze jours de la notification du refus d'agrément, le prix est déterminé par un expert désigné parmi ceux inscrits sur les listes des cours et tribunaux soit par les parties, soit, à défaut d'accord entre elles, par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant en la forme des référés et sans recours possible. Les frais de cette expertise sont supportés, par moitié par le cédant et par la société. Au cas où le cédant refuserait de consigner la somme nécessaire lui incombant pour obtenir cette expertise quinze jours après avoir été mis en demeure de le faire, il serait réputé avoir renoncé à son projet de cession. Si le prix fixé par l'expert est, à l'expiration du délai de trois mois, mis à la disposition du cédant, l'achat est réalisé à moins que le cédant ne renonce à son projet de cession et conserve en conséquence les actions qui en

faisaient l'objet. Avec le consentement du cédant et son accord sur le prix, le conseil peut également, dans le même délai de trois mois à compter de la notification de son refus d'agrément, faire acheter les actions par la société elle-même si la réduction nécessaire du capital pour l'annulation desdites actions est autorisée par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

Si, à l'expiration du délai de trois mois à compter de la notification du refus d'agrément, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné et la cession est régularisée au profit du cessionnaire présenté dans la demande d'agrément. Toutefois, ce délai peut être prolongé, une ou plusieurs fois, à la demande de la société, par ordonnance non susceptible de recours du président du tribunal de commerce statuant en référé, l'actionnaire cédant et le ou les cessionnaires dûment appelés.

En cas d'augmentation du capital, la transmission du droit de souscription ou d'attribution est libre ou soumise à autorisation du conseil d'administration suivant les distinctions faites pour la transmission des actions elles-mêmes.

Si la société a donné son consentement à un projet de nantissement d'actions dans les conditions prévues ci-dessus pour l'autorisation d'une cession d'actions, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des actions nanties selon les dispositions de l'article 2078, al. 1er du code civil, à moins que la société ne préfère, après la cession, racheter sans délai les actions, en vue de réduire son capital.

Les notifications des demandes, réponses, avis et mises en demeure prévues dans le cadre de la procédure d'agrément sont toutes faites par acte extrajudiciaire ou, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

ARTICLE 12 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

La possession d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement adoptées par toutes les assemblées générales.

Les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Chaque action donne droit à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente dans les bénéfices et dans l'actif social.

Le cas échéant, et sous réserve de prescriptions légales impératives, il sera fait masse entre toutes les actions indistinctement de toutes exonérations ou imputations fiscales, comme de toutes taxations susceptibles d'être prises en charge par la société, avant de procéder à tout remboursement au cours de l'existence de la société ou à sa liquidation, de telle sorte que, compte tenu de leur valeur nominale respective, toutes les actions alors existantes reçoivent la même somme nette quelles que soient leur origine et leur date de création.

ARTICLE 13 - CONSEIL D'ADMINISTRATION

La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins et de vingt-quatre au plus ; toutefois, en cas de fusion, ce nombre de vingt-quatre personnes pourra être dépassé dans les conditions fixées par la loi.

Le nombre d'actions dont chaque administrateur est tenu d'être propriétaire, conformément aux prescriptions légales, est fixé à 1.

La durée des fonctions des administrateurs est de 6 années.

Le nombre des administrateurs ayant atteint l'âge de 70 ans ne peut dépasser le tiers des membres du conseil d'administration. Lorsque l'âge limite est atteint, l'administrateur le plus âgé est réputé démissionnaire d'office.

Le conseil est convoqué par le président qui arrête l'ordre du jour ; celui-ci peut n'être fixé qu'au moment de la réunion. Celle-ci doit se tenir au siège social. Elle peut toutefois se tenir en tout autre local ou localité indiqués dans la convocation mais du consentement de la moitié au moins des administrateurs en exercice.

Le conseil délibère et prend ses décisions dans les conditions prévues par la loi.

Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société. Il doit exercer ses pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux expressément attribués par la loi aux assemblées d'actionnaires.

ARTICLE 14 - PRESIDENT ET DIRECTEURS GENERAUX

Le conseil d'administration élit parmi ses membres son président. Sur la proposition de celui-ci, il peut nommer un ou plusieurs directeurs généraux dans les conditions prévues par la loi.

La limite d'âge des fonctions de président et, éventuellement, de directeur général, est fixé à 70 ans.

Le président du conseil d'administration assume sous sa responsabilité la direction générale de la société. Il représente la société dans ses rapports avec les tiers. Sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires ainsi que des pouvoirs qu'elle réserve de façon spéciale au conseil d'administration, et dans la limite de l'objet social, le président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société.

Le ou les directeurs généraux disposent, à l'égard des tiers, des mêmes pouvoirs que le président.

Dans le cadre de l'organisation interne de la société, ces pouvoirs peuvent être limités par le conseil d'administration sans que cette limitation soit opposable aux tiers.

ARTICLE 15 - ASSEMBLEES D'ACTIONNAIRES

Les assemblées d'actionnaires sont convoquées et délibèrent dans les conditions prévues par la loi et les règlements.

Elles sont réunies au siège social ou en tout autre lieu du même département.

Tout actionnaire a le droit de participer aux assemblées générales ou de s'y faire représenter, quel que soit le nombre de ses actions, dès lors que ses titres sont libérés des versements exigibles et inscrits à son nom depuis cinq jours au moins avant la date de la réunion. Le conseil d'administration peut réduire ce délai par voie de mesure générale bénéficiant à tous les actionnaires.

Tout actionnaire propriétaire d'actions d'une catégorie déterminée peut participer aux assemblées spéciales des actionnaires de cette catégorie, dans les conditions visées ci-dessus.

Les votes s'expriment soit à main levée soit par appel nominal. Il ne peut être procédé à un scrutin secret dont l'assemblée fixera alors les modalités qu'à la demande de membres représentant, par eux-mêmes ou comme mandataires, la majorité requise pour le vote de la résolution en cause.

ARTICLE 16 - DROIT DE COMMUNICATION DES ACTIONNAIRES

Les actionnaires ont un droit de communication, temporaire ou permanent selon son objet, dans les conditions fixées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur qui leur assurent l'information nécessaire à la connaissance de la situation de la société et à l'exercice de l'ensemble de leurs droits.

ARTICLE 17 - ANNEE SOCIALE

L'année sociale commence le 1er Avril et finit le 31 Mars.

ARTICLE 18 - AFFECTATION ET REPARTITION DU BENEFICE

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires.

Ce bénéfice est à la disposition de l'assemblée générale qui, sur proposition du conseil d'administration, peut, en tout ou en partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux actionnaires à titre de dividende.

En outre, l'assemblée peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

L'assemblée a la faculté d'accorder à chaque actionnaire pour tout ou partie du dividende ou des acomptes sur dividende mis en distribution une option entre le paiement, en numéraire ou en actions, des dividendes ou des acomptes sur dividende.

**STATUTS MIS A JOUR
LE 1ER NOVEMBRE 1997**

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'E. L. L.', written over a horizontal line.